



Semaine du 6 au 12 octobre 2008 n° **231**

Sommaire

- **Étudiants** : l'UNEF appelle à participer au 7 octobre
- **Consultation nationale Ugict-CGT** : « *Votre travail, comment le voulez-vous ?* »
- **Secteur médico-social** : par milliers dans la rue pour leurs conventions collectives
- **Délocalisation** : les statisticiens unis contre leur transfert
- **NXP France** : 450 postes supprimés
- **Sanofi-Aventis** : appel unitaire à la grève pour l'emploi
- **Finances publiques** : le gouvernement étrangle les collectivités territoriales
- **France Télévisions** : les syndicats CGT contestent le montant de la compensation de la publicité
- **Hôpitaux** : grèves des soins non urgents les 16 et 17 octobre
- **Formation professionnelle** : la Cour des Comptes jette un discrédit inacceptable
- **Formation continue** : 58 % des Français disent n'en avoir jamais suivi
- **Pouvoir d'achat** : les syndicats Belges mobilisent

Édito

A crise financière mondiale... réponse syndicale mondiale

C'est un événement exceptionnel qui va se dérouler ce mardi 7 octobre où pour la première fois, des organisations syndicales de toute la planète mobilisent les salariés pour revendiquer un travail décent. Cette première initiative d'ampleur de la toute jeune Confédération Internationale des Syndicats a été décidée naturellement bien avant que les mots de crise financière mondiale ne soient prononcés. Mais quelles que soient les revendications qui vont s'exprimer dans leur diversité, ce 7 octobre sera la première réponse d'envergure à cette nouvelle crise du capitalisme qui inquiète le monde du travail. Dans notre pays, cette journée de mobilisation nationale interprofessionnelle sera la première réponse unitaire (ou peu s'en faut puisque Force Ouvrière a choisi de n'être présente qu'au meeting international de Paris) des sala-



riés à la politique du patronat et du gouvernement. Remarquez comme depuis un an et demi, ils s'emploient à minimiser les risques d'extension de la crise des « *subprimes* », puis à nous assurer que notre système bancaire est tellement sain qu'il ne saurait être vérolé par les « *créances pourries* ». Regardez comme ils se sont distribués les rôles. Nicolas Sarkozy, cherche les coupables, les vilains traders sans foi ni loi tandis que Laurence Parisot fustige les parachutes dorés. Voilà des semaines qu'ils nous enfument pour faire oublier que cette crise est celle d'un système dont ils ont fabriqué et revendiqué toutes les règles. Ils s'ingénient à nous faire oublier que les milliards d'euros qui sont investis dans ces opérations ont été distraits de ce qui nous revient en termes de salaire direct, de cotisations sociales et de fiscalité. Aujourd'hui, ils mutualisent leurs pertes après avoir privatisé leurs profits. Au nom de la compétitivité internationale, ils exercent une pression insoutenable sur la masse salariale pour pouvoir investir dans les circuits financiers. Les gesticulations, les opérations de « *com* », les dénégations ou au contraire la dramatisation ont un seul but : masquer l'échec patent mais prévisible et les effets néfastes de la politique du gouvernement. Ancrer le fatalisme et la résignation. « *Ce n'est pas le moment de bouger une oreille... vous voyez bien avec ce qui se passe* » : voilà ce que nous devrions retenir si nous les écoutons. A l'inverse, le 7 octobre, il nous faut affirmer que pour sortir de cette crise, il faut remettre du carburant dans l'économie, dans notre capacité à consommer, à faire face à nos besoins, à innover, à rechercher à développer le service public. Moins que jamais, nous ne devons renoncer à un autre partage des richesses plus favorables aux salariés. Chaque euro que nous gagnons, nous le réinjectons dans la consommation. A l'inverse, chaque euro auquel nous renonçons, chaque baisse du coût de notre travail, alimente la bulle financière. « *Avec eux, ce n'est jamais le moment de revendiquer* » avait lancé Bernard Thibault lors du meeting de rentrée au Zénith le 25 septembre dernier. Le 7 octobre, c'est justement le bon moment pour le faire tous ensemble. (Sur ce sujet de la crise financière mondiale, lire le dossier sur le site <http://www.cgt.fr/spip.php?rubrique1230>)

Étudiants

L'UNEF appelle à participer au 7 octobre

L'Union Nationale des Étudiants de France appelle les étudiants à participer à la journée d'action syndicale du 7 octobre, pour « la défense du service public » et « contre la baisse du pouvoir d'achat des étudiants », a-t-elle annoncé jeudi dans un communiqué. « Dans un contexte où le chômage et la



précarité augmentent, les étudiants, qui sont les salariés de demain, sont inquiets pour leur avenir », explique l'UNEF, qui à Paris, appelle les étudiants à se rassembler à Alma-Marceau mardi à 15h30 et à participer au meeting au Trocadéro (XVI^e arrondissement) à 17 heures.

Consultation nationale Ugict-CGT

Votre travail, comment le voulez-vous ?

L'augmentation des suicides sur les lieux de travail, la mise en cause de la RTT avec la réaction immédiate des cadres et techniciens, l'exclusion et le mal-vivre au travail qui se développent en lien avec les pratiques managériales branchées sur les cours de la bourse... tout cela renvoie à la nécessité d'un débat de masse sur le travail, le travail comme enjeu de société : l'accès au travail, le vécu, le contenu émancipateur à gagner... Le lancement par l'Ugict-CGT de la consultation « Votre travail, comment le voulez-vous ? » vise à permettre un gigantesque échange entre les syndiqués et leurs collègues, à déclencher l'expression des aspirations et des revendications que le patronat cherche à étouffer. À partir de leurs responsabilités professionnelles, les cadres et techniciens ont beaucoup de choses à dire sur ce qu'ils vivent et souhaitent. Leur donner la parole, c'est d'emblée les mobiliser pour conquérir des droits sociaux nouveaux. Pour répondre au questionnaire de la consultation nationale :

<http://www.ugict.cgt.fr/nvsite/doc/doc0726.pdf>

cggt et des salariés

Votre travail comment le voulez-vous ?

Vous souhaitez pouvoir vous réaliser dans votre travail, préserver ou rétablir un équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.

Donnez votre avis sur :
- Votre lieu de travail
- Vos horaires
- Vos conditions de travail
- Vos responsabilités
- Vos perspectives d'évolution

Donnez votre avis sur :
- Vos conditions de travail
- Vos perspectives d'évolution

EMPLOI ET PANSOURS PROFESSIONNELS

Vous êtes satisfait de votre situation professionnelle ?

Comment envisagez-vous votre avenir professionnel ?

Quelle application envisagez-vous de la mobilité dans l'entreprise ou administrativement ?

Si vous souhaitez la formation professionnelle, quel-d'vous pensez-vous la meilleure et adaptée à vos besoins ?

Secteur médico-social

Par milliers dans la rue pour leurs conventions collectives

Plusieurs milliers de salariés du secteur sanitaire et social (8 000 à Paris, 300 à Strasbourg, 3 000 à Lyon, 150 à Toulouse) ont manifesté mardi à l'appel de six syndicats pour les salaires et la défense de leurs conventions collectives « en danger ». Ces salariés, qui travaillent dans des structures destinées aux handicapés, aux enfants inadaptés ou dans des maisons de retraite, estiment que les modifications de conventions collectives en préparation « vont dans le sens d'une régression sociale importante ». Ils soulignent que leur mouvement



visé à « garantir aux personnes en situation de handicap une prise en charge de qualité », ont indiqué des manifestants à Toulouse. « Depuis 1999, la perte de pouvoir d'achat des salariés est supérieure à 12 %, en raison des mesures d'austérité salariale et des revalorisations misérables de la valeur du point des grilles de salaires de nos secteurs », a expliqué l'inter-syndicale à Lyon. « Dans ce contexte, les organisations syndicales ont fait du maintien du pouvoir d'achat leur priorité absolue », a-t-elle ajouté, en demandant une « première revalorisation immédiate de 2,15 % ».

Délocalisation

Les statisticiens unis contre leur transfert

Quelques 700 agents de la statistique publique (Insee, Dares, Drees, etc.) ont interrompu jeudi la présentation à la presse du point de conjoncture de l'Insee à Malakoff (Hauts-de-seine), avant de manifester dans les rues de la ville contre la menace de leur délocalisation. Ils dénoncent un projet gouvernemental de délocalisation de 1 500 emplois publics, dont environ un millier d'agents de la statistique publique, à Metz (Moselle), pour créer un « Pôle national de la statistique publique » à l'horizon 2011 destiné à « compenser » le départ de plusieurs unités de l'armée. Les manifestants ont aussi dénoncé les « dérèglements » qu'entraînerait une délocalisation dans la vie personnelle des agents, d'autant que « la mesure est prévue dans un laps de temps très court ». La statistique publique subit déjà les réductions d'effectifs dans la fonction publique, ont-ils souligné. « Si on veut maintenir la qualité, les coûts de fonctionnement vont être énormes, car il faudra souvent faire revenir les agents sur Paris », a déclaré un salarié. Les syndicats s'inquiètent aussi du sort des agents qui refuseront d'être délocalisés car, « avec la loi sur la mobilité dans la fonction publique, le refus de trois emplois publics pourra entraîner une mise en disponibilité, autrement dit plus de poste et plus de salaire ». Une intersyndicale de la statistique publique (rassemblant une vingtaine de syndicats) a d'ores et déjà prévu une journée de grève, avec manifestation, le 21 octobre.



NXP France 450 postes supprimés

Le fabricant de puces électroniques qui appartenait à Philips jusqu'en 2006 a annoncé hier en comité d'entreprise son intention de supprimer 450 emplois dans le cadre d'un plan plus global décidé par la maison mère aux Pays-Bas qui prévoit la suppression de 4 500 postes sur 3 000 au total dans le monde. Ancienne filiale de



semi-conducteurs de Philips, NXP a été rachetée en 2006 par un consortium de fonds d'investissement, dont KKR, un des fonds les plus puissants au monde. NXP France a déjà perdu environ 900 emplois lors de la création l'été dernier d'une société commune avec STMicroelectronics (STM), possédée à 80 % par STM.

Sanofi-Aventis Appel unitaire à la grève pour l'emploi

Une intersyndicale CFDT-CFE-CGC-CTFC-CGT-FO-Pharmacadresses-SAF-Solidaires-UNSA-USAPIE de Sanofi-Aventis a appelé les salariés de la filiale commerciale du groupe pharmaceutique à une journée de grève le jeudi 2 octobre, à l'occasion d'un comité d'entreprise extraordinaire au cours duquel un plan social visant 927 postes en France a été annoncé. « C'est pire que ce qu'on pouvait imaginer », a déclaré à l'AFP Jacky Lebrun (CGT), alors que les dernières rumeurs tablaient sur 800 suppressions de postes et que 500 postes ont déjà été supprimés en 2006 dans la filiale. Les effectifs de la filiale commerciale de Sanofi ont, d'après la CGT, déjà reculé de 30 % en quatre ans, atteignant quelque 3 800 salariés, dont 2 230 visiteurs médicaux, le reste étant des salariés du siège et des responsables de secteur.



Finances publiques Le gouvernement étrangle les collectivités territoriales

La fédération CGT des services publics a estimé mercredi que le gouvernement « étranglait » les collectivités locales en diminuant leur « capacité financière », ce qui risque de les contraindre à « augmenter les impôts » ou réduire leur budget « consacré aux personnels ». La dotation globale de fonctionnement, « principale contribution de l'État aux collectivités locales », est augmentée de 0,8 % en 2008, 2009 et 2010 et « d'autres dotations baisseront de plus de 20 % » alors que « l'inflation réelle subie par les collectivités s'élève à 3,6 % », souligne-t-elle. Dès lors, « les inquiétudes sont grandes quant aux moyens financiers des collectivités locales pour assurer un service public de qualité », estime la fédération, précisant que le secteur



public local « réalise par exemple 73 % des investissements publics en France ». « Les collectivités locales devront faire un choix : augmenter les impôts locaux, les tarifs des prestations et/ou diminuer leur budget en investissement et/ou en fonctionnement », souligne la CGT. Pour la fédération, l'« une des variables d'ajustement laissées aux collectivités locales est celle de la réduction du budget consacré aux personnels. Elles pourront s'appuyer sur de nouvelles délégations de service public au secteur privé, le non-remplacement des départs ou des absences mais aussi l'accentuation d'une politique de gestion des carrières contraire aux attentes des salariés ».

France Télévisions Les syndicats CGT contestent le montant de la compensation de la publicité

Les journalistes et les techniciens CGT de France Télévisions ont contesté mardi dernier le montant de 450 millions d'euros que le budget 2009 consacre à la compensation de la suppression de la publicité sur la télévision publique. La CGT a évalué « le manque à gagner dû à la suppression de la publicité après 20 heures à un montant plus proche de 650 millions d'euros que de 450 millions », a-t-elle rappelé dans un communiqué, mettant notamment en avant les coûts des programmes de remplacement de la publicité et de la transformation de France Télévisions en société unique. Le syndicat « dénonce » en outre les formes prises par les taxes devant compenser les recettes publicitaires. « Le moins que l'on puisse dire est que le montant des taxes ainsi que le flou de leur périmètre laissent à penser que leur fiabilité et leur efficacité dans le temps sont loin d'être garanties », a estimé la CGT.



Hôpitaux

Grèves des soins non urgents les 16 et 17 octobre

Des syndicats de médecins hospitaliers appellent leurs confrères à la grève des soins non urgents les 16 et 17 octobre pour protester contre une récente décision du gouvernement concernant leur régime de retraite Ircantec (régimes complémentaire des non titulaires de la fonction publique). Malgré l'opposition des syndicats (CGT, FO, FSU) au Conseil d'administration de



l'IRCANTEC représentant la majorité des salariés et l'opposition des principaux syndicats de praticiens hospitaliers, le gouvernement impose sans concertation une réforme entraînant une baisse à terme de près de 30 % de la retraite des médecins hospitaliers. L'Union fédérale des médecins ingénieurs, cadres et techniciens-CGT de la santé soutient le mouvement de grève des 16 et 17 octobre 2008 à l'appel de

l'INPH et de la CPH pour obtenir le retrait du décret. A cela s'ajoute les menaces contre le statut de praticien hospitalier contenues dans le projet de loi « Hôpital, Santé, Patient, Territoire » qui prévoit le recrutement de médecins contractuels dont la rémunération serait variable en fonction d'objectifs de productivité. Troisième motif de mécontentement, le processus de

révision de la directive européenne sur le temps de travail obtenue grâce au changement de position du gouvernement français sous la houlette de Xavier Bertrand. La modification de cette directive repoussant la limite hebdomadaire du temps de travail à 65 heures et instaurant la notion de temps de travail actif et inactif représenterait une véritable régression sociale inacceptable.

Formation professionnelle

La Cour des Comptes jette un discrédit inacceptable

La Cour des Comptes a rendu public un rapport sur la formation professionnelle le lendemain de l'ouverture d'une négociation nationale interprofessionnelle sur le sujet. « Le système est à la fois inéquitable, inefficace et coûteux », a déclaré devant la presse le président de la Cour des Comptes, Philippe Séguin. Selon lui, « il accroît les inégalités au lieu de les réduire », et « les personnes les moins diplômées sont celles qui bénéficient le moins » de la formation continue. La formation professionnelle brasse des sommes importantes (34 milliards en 2006, soit 2 % du PIB, formations initiale et continue cumulées), mais « très insuffisamment mutualisées »



ajoute le rapport. « La formation doit cibler ceux qui en ont le plus besoin. Nous prônons une véritable discrimination positive en la matière », a souligné M. Séguin. La Cour propose notamment une collecte centralisée des fonds de la formation continue et de la taxe d'apprentissage par un organisme unique, voire par les URSSAF, et la création de « fonds régionaux ». La Cour prône aussi la réduction du nombre d'OPCA, actuellement au nombre d'une centaine. Pour la CGT, la publication de ce rapport ne relève pas du hasard. « Au-delà de l'analyse critique et des propositions sur les contenus et les objectifs de la formation qu'il contient, ce rapport cherche à peser sur les objectifs, voire les résultats, de la négociation qui s'ouvre. Autant cette analyse critique, qui s'ajoute à d'autres, peut contribuer à la réflexion, autant vouloir jeter le discrédit sur la formation professionnelle en général et sa gestion paritaire en particulier est inacceptable. Nous aurions aussi aimé avoir, par exemple, un avis critique de la Cour des Comptes au sujet des ponctions sur les fonds mutualisés du financement de la formation professionnelle effectués par les gouvernements successifs, dont la dernière en date de 114 millions d'euros inscrite dans le projet de loi de finance 2009 ».

Formation continue

58 % des Français disent n'en avoir jamais suivi

Une majorité de Français (58 %) déclare ne jamais avoir suivi de formation continue, même s'ils sont 89 % à juger « indispensable de se former tout au long de la vie », selon un sondage de l'institut d'études Infracorces pour la Chambre de commerce et d'Industrie de Paris (CCIP) publié mardi. Pour 89 % des



personnes interrogées, « il est indispensable de se former tout au long de la vie et un seul diplôme ne suffit plus ». Pour 72 % d'entre eux, « un diplôme de formation continue est aussi bien qu'un diplôme scolaire ou universitaire », et 80 % estiment que « la formation permet d'obtenir un diplôme qu'on n'a pas pu avoir jeune ».

Pouvoir d'achat **Les syndicats belges mobilisent**

Les trois principaux syndicats belges organisent lundi une « *journée d'action nationale* » de défense du pouvoir d'achat, un « *avertissement au gouvernement et aux employeurs* » qui risque de paralyser en grande partie la Belgique. Les syndicats socialiste FGTB, chrétien CSC et libéral CGSLB ont maintenu leur appel à la mobilisation « *pour que le pouvoir d'achat soit augmenté d'urgence* » malgré les appels du patronat à ne pas aggraver une situation économique fragilisée par la crise dans le secteur bancaire et le ralentissement de la croissance. Ils réclament des salaires plus élevés, plus de moyens pour la Sécurité sociale, une réduction de la TVA sur l'énergie et une baisse de l'impôt sur les salaires. Ils entendent aussi maintenir la pression alors qu'une grande négociation avec le patronat sur les salaires est programmée cet automne.

